

Les Echos, no. 24242

France, lundi 1 juillet 2024 627 mots, p. 5

conjoncture

L'inflation reflue plus vite qu'attendu en France

NATHALIE SILBERT

La hausse des prix à la consommation est tombée à 2,1 % sur un an en juin, a indiqué vendredi l'Insee. Sur un mois, les prix n'ont quasiment pas bougé ; la consommation a nettement rebondi en mai.

L'inflation repart à la baisse. Après un léger rebond en mai à 2,3 %, la hausse des prix à la consommation est tombée à 2,1 % sur un an en juin, selon les chiffres provisoires publiés vendredi par l'Insee.

Dans le détail, les prix de l'alimentation continuent de ralentir (+0,8 % sur un an). Ceux des biens manufacturés sont immobiles. La plus forte augmentation concerne l'énergie dont les prix progressent de 4,8 % ce mois-ci (après 5,7 % en mai). De leur côté, les services affichent sur un an une hausse de 2,8 % comme le mois précédent. Mesurée par l'indice harmonisé européen IPCH, l'inflation atteint 2,5 % en juin sur douze mois, un chiffre « *encourageant* » selon le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau. « *La désinflation suit son cours* », a-t-il commenté lors d'une conférence vendredi.

Hausse des dépenses alimentaires

La bonne nouvelle est que d'un mois sur l'autre, les prix ne bougent quasiment plus (+0,1 % en juin). La décreuse se poursuit donc depuis le pic de 6,3 % en février 2023. Elle est même nettement plus rapide que ce que prévoyait l'Insee en mars dernier. Dans sa note de conjoncture, l'institut de la statistique tablait sur une inflation à 2,6 % à la fin du premier semestre 2024.

La bataille contre l'inflation est donc en passe d'être gagnée. Faut-il y voir l'effet des premiers gains de pouvoir d'achat alors que les salaires augmentent désormais plus rapidement que les étiquettes ? La consommation des ménages a en tout cas rebondi de 1,5 % au mois de mai, après avoir reculé de 0,9 % en avril. En particulier, les dépenses alimentaires progressent de 2,4 % tout comme celles consacrées à l'énergie (+3,9 %). En revanche, les achats de biens fabriqués diminuent légèrement.

A court terme, l'évolution des prix pourrait subir des à-coups liés à des effets de base. « *Les prix de l'énergie et des services vont aussi continuer de peser* », prévient Philippe Waechter, économiste chez Ostrum Asset Management. De fait, au 1er juillet, la facture de gaz des Français va augmenter de 12 % du fait notamment d'un alourdissement des coûts de maintenance du réseau. Les Jeux Olympiques de Paris devraient aussi soutenir les tarifs de certains services, ceux de la restauration ou des transports par exemple.

Un choc de demande

L'arrivée possible d'une nouvelle majorité de gouvernement après la dissolution annoncée au soir du 9 juin pourrait aussi influencer sur la trajectoire de l'inflation des prochains mois. Selon Philippe Waechter, « *les programmes des deux blocs d'opposition pourraient entraîner un petit surcroît d'inflation car ils reposent sur un choc de demande* ». « *Cela va provoquer des tensions sur la production, et sur les salaires* », prédit-il.

Maxime Darnet, économiste France chez Allianz Trade, distingue pour sa part les effets potentiels des programmes économiques des deux camps. « *Celui du Rassemblement national n'aura pas vraiment d'impact sur l'évolution de l'indice des prix en France* », estime-t-il. Selon lui, « *la baisse de la TVA sur les produits énergétiques annoncée par le RN ne devrait*

pas avoir d'effets importants sur l'indice des prix, car elle ne sera sans doute pas répercutée intégralement au consommateur ».

En revanche, d'après ses calculs, la promesse du Nouveau Front populaire de porter le SMIC à 1.600 euros net pourrait à elle seule entraîner un surcroît d'inflation de 0,3 %. Eric Heyer, directeur du département analyse et prévision à l'OFCE, aboutit à une conclusion proche et chiffre à 0,4 point l'impact de la mesure sur l'indice des prix la première année.